

dans son contexte de Libération, d'espairs, de souffrances, et fut fortement sensible à la visibilité des comportements et des actions répréhensibles. Elle offre l'occasion aux citoyens ordinaires, après des années de souffrance, d'évaluer l'efficacité de la justice de la France libérée. Mais le jugement social fut fondé, pour l'essentiel, sur deux éléments déterminants : la proximité du citoyen avec la justice (on arrêta ainsi beaucoup sur des rumeurs publiques, notamment l'accusation d'avoir vendu des denrées au marché noir) et la visibilité des actes qui furent commis (les petits trafics furent souvent plus durement réprimés que les grands parce qu'ils étaient plus visibles, et leurs auteurs de faciles sujets de désignation). « À partir de la fin de l'année 1945, les observateurs remarquent un désintérêt croissant de l'opinion pour l'épuration », écrivent Patricia Boyer et Nicolas Marty. « Mais celle des trafiquants et profiteurs de guerre, ajoutent-ils, s'exprime toujours avec acuité, attisée par le rétablissement de la carte de rationnement pour le pain » (p. 223). Et l'ire populaire se manifeste parfois dans la violence, comme au début de l'année 1947 où 2 000 personnes défilent et saccagent la préfecture de Millau. Méconnaissant les rouages et la réalité de l'épuration économique, l'idée la plus communément répandue est que rien n'est fait pour faire « payer les gros » tandis que les « petits » sont poursuivis. Le quotidien et ses privations produisent des représentations tissées de défiance face à l'injustice. La réalité des chiffres (3 300 affaires furent traitées pour cinq départements du Sud-Ouest) montre pourtant que les commissions effectuèrent leur travail. Même si le phénomène ne bouleverse pas les élites dirigeantes dans cette partie du pays, l'épuration économique y fut malgré tout d'une grande ampleur, tout en tenant compte des impératifs de la reconstruction.

L'industrie automobile, aux premières loges dans la hiérarchie des intérêts allemands, fut épurée bien plus que ne le laissait entendre Robert Aron en 1974, par exemple. Patrick Fridenson, Jean-François Grevet et Patrick Veyret montrent en effet que la moitié des constructeurs des régions parisienne et lyonnaise furent inquiétés. Mais seuls Berliet et Renault furent frappés de peines exemplaires,

tandis que les autres constructeurs purent faire jouer en leur faveur la logique de contrainte, ce qui expliqua le classement des poursuites à leur encontre dans les années 1948-1949. L'épuration dans ce secteur, du fait de son importance dans le tissu industriel français et de la diversité de sa géographie, mit en scène toute la panoplie des instances épuratoires et de leurs acteurs : dirigeants, ouvriers, comités de Libération, syndicats, instances de l'épuration économique et judiciaire, ministères, etc. Pour une partie des entreprises du secteur, les effets de l'épuration sur la structure dirigeante furent néanmoins sensibles. « L'épuration accélère la disparition d'une génération de fondateurs tels L. Renault et M. Berliet, ou encore de dirigeants salariés [...] Elle perturbe la carrière de successeurs tels les fils de Berliet [...] et l'apport d'hommes neufs [...], elle fait émerger une nouvelle relève de cadres chez Renault parmi les membres de la Résistance » ; et, au bout du compte, l'épuration dans l'automobile « apparaît comme un processus transversal, qui précède et percute, voire accompagne, d'autres préoccupations, au premier rang desquelles la réforme de la structure de la profession et les voies de la modernisation de la branche », concluent-ils (p. 254-255).

Les changements au sein du patronat sont en effet perceptibles, en dépit de l'opinion courante selon laquelle les patrons auraient été particulièrement épargnés. *A fortiori* dans les entreprises du secteur privé où bien peu de dirigeants furent exclus définitivement. Cependant, si les patrons furent très peu condamnés, ils n'en furent pas moins inquiétés et durent traverser cette période désagréable, pour ne pas dire déshonorante, dont ils gardèrent un mauvais souvenir. Ils sont en cela dans une position paradoxale, similaire à celle des cadres supérieurs de l'administration accusés, parfois brutalement, pour finalement voir leur dossier classé faute d'éléments tangibles. « S'ils n'ont pas souvent été condamnés, [les patrons] n'ont pas plus été nécessairement blanchis aux yeux de l'opinion publique. Tous n'ont pas été en mesure de reprendre leur fonction antérieure, ou du moins pas au même rang » (p. 83). écrit H. Joly, qui insiste sur le fait que les nationalisations, surtout lorsqu'elles furent accompagnées de changements structurels,

purent pour conséquence de renouveler le personnel dirigeant.

Le tableau de l'épuration économique qui se dessine à travers ces différentes contributions montre une situation en demi-teinte. L'ampleur du processus au niveau des entreprises pour les secteurs ou les régions étudiés invite à rompre avec l'idée d'une épuration économique ayant favorisé le patronat et le monde de l'entreprise. Son déroulement fut difficile, notamment du fait de l'absence de coordination, des difficultés liées au manque d'organisation, à la pression sociale et à l'interaction de l'épuration économique avec différentes instances qui furent parfois en concurrence. Les relations entre organisations régionales, professionnelles, syndicales, Comité de confiscation des profits illicites, Comité de Libération et commissaires de la République furent souvent déterminantes dans le bon déroulement du processus. Les résultats, s'ils sont à nuancer selon les régions, sont brouillés en matière de sanctions économiques par la question des recouvrements des amendes et des profits jugés illicites. Être condamnée à payer une certaine somme pour une entreprise était une chose, honorer sa dette en était une autre. Ajoutons à cela l'inflation galopante caractéristique de la guerre (les prix quadruplent sous l'Occupation) et surtout de l'après-guerre (ils sont multipliés par treize entre 1939 et 1947), et on prendra la mesure à la fois de l'importance du temps et de la difficulté à dresser un bilan, même provisoire, approchant la réalité des chiffres, en valeur relative, par rapport aux profits réalisés. L'incidence paradoxale sur le patronat est remarquable. Souvent inquiétés mais peu épurés, les patrons furent malgré tout plus touchés qu'il y paraît dès lors que l'on raisonne, comme le fait H. Joly, en termes de mobilité. L'auteur propose en effet un autre point de vue dans l'évaluation de l'épuration patronale, en s'attachant non au bilan des condamnations « économiques », mais en prenant la mesure des changements intervenus à la Libération. Nombreux furent en effet les dirigeants qui, sans avoir subi de condamnation officielle, furent, sous des prétextes divers, écartés de leur poste. Après-guerre, on mesure, en toile de fond, le caractère déterminant du présent avec le changement de la donne poli-

tique intérieure et la montée de la guerre froide. Les enjeux de 1947 ne sont plus ceux de 1944. Enfin, les travaux réunis ici insistent tous sur la défiance de l'opinion confrontée à la pénurie et sur le grand décalage qui persiste entre la perception du phénomène, la réalité de sa mise en œuvre et son bilan. Mais aurait-il pu en être autrement alors qu'en moins de dix ans, comme le rappelle *in fine* Marc Olivier Baruch, « le monde du travail avait vécu trois secousses considérables, en 1936-1938, en 1940-1941, en 1944-1945 : comment croire que l'épuration du monde patronal, du monde syndical et du monde de l'entreprise aurait pu ne pas donner lieu à des revanches, ou à tout le moins à des rejeux de conflits non clos ? » (p. 332). Une conclusion qui résume bien, à l'image de l'ensemble de cet ouvrage, le paradoxe de l'épuration économique.

FRANÇOIS ROUQUET

Paul Steege

Black Market, Cold War: Everyday Life in Berlin, 1946-1949

Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 348 p.

Cet essai propose une interprétation réussie et inédite de la politique locale à Berlin dans les premières années de la guerre froide, essentiellement fondée sur les documents officiels des administrations et des partis allemands (notamment le SED ou Parti socialiste unifié allemand), et sur des communiqués de presse. Contrairement à ce que laisse supposer le titre, il ne s'agit donc pas d'une histoire du marché noir, ni de la vie quotidienne dans le Berlin de l'après-guerre. Le propos central est de montrer que les Berlinoises n'ont pas été des victimes passives de la politique internationale, mais qu'ils ont au contraire pris une part active, *on the ground*, à l'instauration de la guerre froide. Les domaines d'action des Berlinoises étaient souvent plus vastes que ne le laisse entendre le folklore attaché à l'amitié germano-américaine des deux côtés de l'Atlantique à partir du pont aérien qui permit d'assurer le ravitaillement de la population ouest-allemande en 1947-1948.

L'étude s'appuie sur une importante littérature secondaire, depuis l'œuvre en quatre volumes de Harold Hurwitz, *Demokratie und Antikommunismus in Berlin nach 1945*¹, jusqu'à des ouvrages plus récents comme celui édité par Thomas Lindenberger, *Sterben für Berlin? Die Berliner Krisen 1948-1958*², par exemple. D'un point de vue historiographique, l'instrumentalisation politique du blocus berlinois, critiquée par Paul Steege, est désormais acceptée. Peu de sujets de la politique d'après-guerre allemande et internationale ont fait l'objet d'autant d'études, et ce livre ne réserve aux spécialistes aucune découverte d'importance sur le plan empirique. Ce qui est nouveau et susceptible de susciter le débat est plutôt la perspective d'approche des événements.

Si le livre adopte, pour commencer, une chronologie conventionnelle, il propose néanmoins de nouvelles inflexions. Après un chapitre général sur la fin de la guerre, l'analyse s'attarde sur les élections pour l'assemblée des membres du conseil de la ville, remportées haut la main par les sociaux-démocrates en octobre 1946. Cette victoire fut une gifle pour la puissance d'occupation soviétique qui, avec le SED, avait lancé dans la course son propre parti, fusion contrainte de sociaux-démocrates et de communistes. D'autres dates-clés de la guerre froide, qui s'instaure à Berlin au fil des mois suivants, sont passées en revue dans les différents chapitres. En juin 1947, les représentants soviétiques se retrouvent de plus en plus isolés et en perte de vitesse dans le Conseil de contrôle allié. En mars 1948, les forces d'occupation soviétique entreprennent de rompre les liens avec Berlin-Ouest, et la réforme monétaire engagée dans les zones occidentales en juin 1948 leur fournit le prétexte au blocus. Face à l'aggravation de la crise pour l'approvisionnement des populations ouest-berlinoises, les puissances occidentales prennent la décision d'un pont aérien pour ravitailler la ville de l'extérieur.

L'impossibilité de gouverner la ville divisée sans la collaboration des différentes puissances d'occupation s'illustre dans le chapitre suivant avec la razzia sur le marché noir conduite par la police est-allemande en août 1948 sur la Potsdamer Platz, située à la frontière des trois

zones d'occupation. Les Berlinoises purent, sans grande difficulté, échapper aux arrestations et se soustraire à la justice en franchissant la frontière des secteurs (à l'instar de l'écrivain Günter de Bruyn qui, à quelques années de là, lors du soulèvement ouvrier du 17 juin 1953, prit tout simplement le métro pour se rendre à Berlin-Ouest après avoir vu les chars soviétiques surgir sur l'avenue Unter den Linden). Le blocus s'acheva finalement à l'été 1949, lorsque la direction soviétique plia dans l'épreuve de force internationale. La résistance de la population berlinoise avait notablement contribué à cette défaite, comme le montre l'exemple de la grève organisée en mai-juin 1949 par les employés des chemins de fer pour s'opposer à l'intention du SED (et du même coup à la puissance d'occupation soviétique) de représenter les intérêts des travailleurs.

Chacun des chapitres, et des épisodes particulièrement sélectionnés, fait clairement apparaître les modes d'actions (*agency*) requis par les *ordinary Berliners*, surtout contre la puissance d'occupation soviétique. En dépit de la situation d'occupation, ces derniers parvinrent peu à peu à imposer leurs revendications sociales et politiques et prirent part à plus de 90 % aux premières élections libres de la ville. En quête d'alimentation dans une métropole en ruines, ils ne craignaient pas de franchir les frontières, de transgresser les interdits, de descendre dans la rue pour protester contre les différentes puissances d'occupation, le plus souvent contre les « Russes ». 300 000 personnes étaient rassemblées devant le Reichstag le 9 septembre 1948, lorsque Ernst Reuter convia tous les peuples du monde à venir en aide à Berlin face aux intentions hégémoniques soviétiques.

Ici se dessine l'intéressant changement de perspective de cette étude dont la lecture révèle que l'après-guerre ne fut pas du tout une période de mutisme apathique et de résignation à la défaite allemande. La vie politique dans la métropole berlinoise détruite était, au contraire, intense au cours des années 1946-1949, souvent même à la stupéfaction et à la frustration des alliés victorieux qui admettaient difficilement les attitudes de démocrates opprimés affichées par les Allemands hier soumis à Hitler. Dans les affrontements entre communistes et sociaux-démocrates, le conflit

Est-Ouest, dont le Berlin d'après-guerre fut pendant quelques années le théâtre, rappelle la guerre civile politique des années 1920, sans le NSDAP, mais avec, sur place, deux puissances mondiales. Ainsi l'Union soviétique et les États-Unis se servirent-ils autant des Berlinoises dans leur foire d'empoigne politique que le firent les Berlinoises eux-mêmes, qui utilisèrent les deux grandes puissances à leur avantage dans leurs conflits locaux et pour leurs besoins matériels.

Dans l'introduction, P. Steege fait, à juste titre, référence au lien entre l'histoire locale, nationale et internationale que les historiens continuent souvent de distinguer pour les isoler les unes des autres. Or il est peu de villes dont l'histoire s'intègre mieux à l'Histoire que Berlin pendant la guerre froide. Il est d'autant plus surprenant que seule la partie allemande soit abordée dans ce livre qui ne mobilise les documents américains que de manière sporadique, et n'utilise aucune source directe soviétique, britannique ou française dans la reconstitution des activités politiques des puissances d'occupation sur place et dans l'arène internationale. La prise en compte du « Berlin soviétique » aurait pourtant été primordiale pour comprendre la charge symbolique dont était investie l'ancienne capitale du Reich dans un pays entièrement dévasté par Hitler.

L'idée d'utiliser la ville de Berlin en tant que ligne de front occidentale antitotalitaire contre la « terreur rouge » avait quelque chose de provoquant, pas seulement aux yeux de Staline et de sa clique de commandement, mais parce qu'elle rappelait la propagande nazie des dernières années de la guerre. Que ressentirent, au quotidien, les officiers et les soldats soviétiques qui avaient généralement perdu des membres de leurs familles et tous leurs biens durant la guerre dans cette ville malgré tout moins détruite et matériellement dévastée que leur propre patrie, où sévissait dans les années d'après-guerre une véritable famine ? Comment perçurent-ils les revendications des Berlinoises qui se plaignaient de la pénurie alimentaire et de pertes matérielles ?

Une histoire de Berlin mêlant les niveaux nationaux et internationaux au commencement de la guerre froide aurait permis, par ailleurs,

de prendre en compte des acteurs de tous les horizons, non seulement les « Berlinoises ordinaires », mais le personnel tout à fait singulier qu'étaient les officiers russes, britanniques, américains et français, les employés des administrations du Berlin d'après-guerre qui vivaient souvent dans un luxe colonial, les réfugiés de toute l'Europe de l'Est, juifs polonais et soviétiques notamment, les Allemands, les déportés des camps de travail obligatoire et les survivants des camps, les fonctionnaires nazis et SS clandestins, les prisonniers libérés des camps, les nobles dispersés, les touristes en visite dans les ruines, les juifs allemands et les communistes revenus de l'émigration dans les uniformes des vainqueurs, les déracinés et les échoués de la guerre, les vainqueurs et les vaincus qui, tous ensemble, se côtoyaient sur le marché noir. Ce Berlin polyglotte et chaotique de l'après-guerre, dont les années 1948-1949 annoncent la fin et qui, dans la fébrilité de son état d'exception, ressemblait à l'immédiat après-guerre de 1918, n'apparaît qu'à la marge de ce livre dont on regrettera qu'il ne nous donne pas cette histoire internationale d'une capitale occupée qu'il appelle pourtant de ses vœux.

STEFAN-LUDWIG HOFFMANN

1 - Harold HURWITZ, *Demokratie und Antikommunismus in Berlin nach 1945*, 4 vol., Cologne, Wissenschaft und Politik, 1983-1990.

2 - Thomas LINDENBERGER, *Sterben für Berlin? Die Berliner Krisen 1948-1958*, Berlin, Metropol Verlag, 2000.

Thomas David

Nationalisme économique et industrialisation. L'expérience des pays de l'Est (1789-1939)
Genève, Droz, 2009, 478 p.

L'ouvrage de Thomas David s'annonce comme une étude ambitieuse à plusieurs titres. Dans ses dimensions géographiques tout d'abord : l'auteur présente une histoire de l'ensemble de l'Europe centrale, orientale et balkanique – regroupée sous le concept commode d'« Europe de l'Est » qui convient

Annales

Histoire, Sciences Sociales

67^e année - n° 4

octobre-décembre 2012

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE
DES HAUTES ÉTUDES
EN SCIENCES SOCIALES

Diffusion
ARMAND COLIN